

La pénurie de logements nourrit le vote d'extrême droite

Analyse

[Véronique Chocron](#)

En France, une part grandissante de la population rencontre des difficultés pour se loger. Cette situation, qui concerne particulièrement les classes populaires et les classes moyennes, provoque un ressentiment qui se traduit lors des élections.

Article réservé aux abonnés

De l'autre côté de l'Atlantique, le démocrate Zohran Mamdani a été [élu maire de New York](#) le 4 novembre à l'issue d'une campagne centrée sur le coût de la vie, la vie quotidienne des habitants et en tout premier lieu sur le logement. Dans une métropole aux prix de l'immobilier indécents, ses promesses de geler les loyers des appartements réglementés et de construire des logements à bas prix ont fait son succès.

En France aussi, la crise née de la pénurie de logements crée de très fortes attentes. Sept Français sur dix affirment qu'il est devenu difficile de se loger dans leur commune, selon un sondage [Odoxa](#) publié le 18 novembre. Les citoyens placent le pouvoir d'achat en tête de leurs priorités, mais le logement devance, de très loin, tous les autres postes de dépenses. Il pèse pour un tiers du revenu des ménages, car, en vingt ans, les prix hors inflation du logement ont progressé de 88 % alors que le salaire moyen n'a augmenté que de 13 % entre 1996 et 2023. Pourtant, cette question demeure absente du débat politique.

« C'est un sujet technique, complexe, et c'est le temps long alors que la politique est de plus en plus une affaire de temps court », témoigne Valérie Létard. L'ancienne ministre du logement juge toutefois « indispensable » de répondre politiquement à la crise du logement « qui empêche de suivre des études, de créer un foyer, d'accepter une mobilité pour décrocher un travail, qui nourrit le mécontentement général et, indirectement, le vote en faveur de l'extrême droite ».

Emmanuelle Cosse, [la présidente de l'Union sociale pour l'habitat](#) (USH), qui fédère les organismes HLM, lance, elle aussi, l'alerte : « Il faut faire du logement un sujet de la prochaine campagne présidentielle, dit-elle, pour ne pas laisser le RN [Rassemblement national] être le seul parti à imposer ses thèmes – la préférence nationale dans l'attribution des HLM ou la suppression des APL aux étrangers –, comme il l'a déjà fait lors des élections de 2022. »

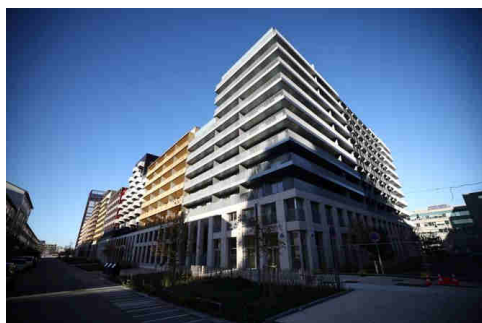
Lire aussi | Article réservé à nos abonnés [Crise du logement : « Une France à deux vitesses se dessine », prévient l'Institut Montaigne](#)

Nos voisins européens en font déjà l'expérience : les partis d'extrême droite savent tirer profit du fait que la population ne parvient plus à se loger, en liant ces difficultés à l'immigration. Comme aux Pays-Bas ou au Royaume-Uni, où l'idée se diffuse selon laquelle les réfugiés

privent la population de logements. Au point que le gouvernement britannique, travailliste, vient d'annoncer la suppression de [l'accès automatique aux aides au logement](#) pour les demandeurs d'asile, afin de contrer la montée du parti anti-immigration de Nigel Farage.

La question des HLM

En France, c'est le logement social qui cristallise les passions. L'idée d'une forme d'accaparement des HLM par les ménages étrangers, portée par l'extrême droite, se répand. Un [rapport](#) paru en avril 2024 sur « Les étrangers extra-européens et le logement social en France », publié par [l'Observatoire de l'immigration et de la démographie](#), proche de l'extrême droite, et la Fondapol, a donné de l'écho à cette thèse. L'ancien préfet Michel Aubouin y recommande, lors de l'attribution des HLM, de considérer la nationalité d'origine du demandeur comme un élément de recevabilité du dossier. Ou encore l'ajout d'un critère sur la durée de présence en France, « *afin que ne soient plus discriminées les familles d'origine française* ».



L'ancien village olympique de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) reconverti en immeubles de logements, le 28 novembre 2024. ANNE-CHRISTINE POUJOULAT / AFP

« *Beaucoup de Français pensent qu'on attribue les HLM à la tête du client. On fait d'autant plus de mécontents que [l'on en attribue de moins en moins](#)* », observe Emmanuelle Cosse. En dix ans, le nombre de candidats à un logement social a progressé de 1 million, et la file d'attente approche les 3 millions de ménages. « *Comment voulez-vous que ça ne crée pas du ressentiment ?* », poursuit-elle.

Lire aussi le décryptage | Article réservé à nos abonnés [Le logement social craque, percuté par la crise : « La situation va encore s'aggraver »](#)

Face à la suspicion, l'USH dit loger « *la France telle qu'elle est* », explique que les logements sont attribués par urgence de fragilité (revenus, insalubrité des logements des demandeurs, handicap ou violences intrafamiliales au sein des foyers). « *Il y a plus de ménages de nationalité étrangère en HLM (15 %) que dans l'ensemble de la population (7 %)*, déclare Christophe Bellégo, directeur des études économiques et financières à l'USH. *Du fait de leurs revenus modestes, ils ont accès aux HLM. De nombreuses études montrent qu'ils subissent une discrimination dans l'accès au parc locatif privé. Les HLM sont aussi là pour corriger les dysfonctionnements du marché du logement.* »

« Crainte du déclassement »

L'Institut Montaigne s'est penché sur les difficultés de l'accession à la propriété des classes moyennes françaises et en a conclu que, pour les raccrocher au pacte social, il fallait repenser le logement, ce pilier républicain. « *Une grande part des classes moyennes est exclue du*

logement social et de l'accèsion à la propriété. Une promesse n'est plus tenue, analyse Nicolas Laine, responsable des études. Or ce qui caractérise les classes moyennes, c'est la crainte du déclassement et la volonté de s'élever. Et la propriété est perçue comme un rempart contre le déclassement. » C'est ce vecteur de sécurisation qu'a brisé la crise du logement.

Le chercheur Félicien Faury a mené une enquête de terrain de 2016 à 2022 sur l'implantation électorale de l'extrême droite dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. « *La question du logement et de l'environnement résidentiel était constamment évoquée dans les entretiens, à l'appui des justifications de vote* », explique-t-il. Soit ces personnes aimeraient habiter ailleurs, mais n'en ont plus les moyens, soit ces ménages issus de la petite classe moyenne ou des classes populaires non précaires, qui ont pu acheter une petite maison, ont l'impression que leur environnement se dégrade, parce que les « cités » alentour se rapprochent.

« *La présence de minorités ethno-raciales dans leur quartier provoque chez eux un sentiment de déclassement*, ajoute le sociologue. *Ils se sentent pris en tenaille entre les quartiers pauvres et les quartiers riches de résidences secondaires, auxquels ils n'ont pas accès.* » Cet immobilisme résidentiel subi est, prévient-il un « gros moteur du vote RN ».

Lire aussi l'entretien | Article réservé à nos abonnés [Félicien Faury, politiste : « Pour les électeurs du RN, l'immigration n'est pas uniquement un sujet identitaire, c'est aussi une question socio-économique »](#)

[Véronique Chocron](#)